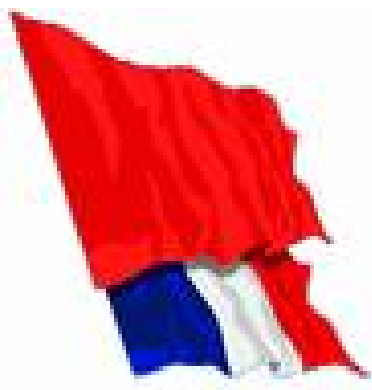


<https://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article341>



Zone euro : si la France n'en sort pas, elle « y restera » !

- L'Union européenne -



Publication date: mercredi 19 mai 2010

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Répondant à la crise majeure de l'euro par une nouvelle fuite en avant, les dirigeants de la zone euro, notamment l'axe Merkel-Sarkozy, ont pris plusieurs décisions d'une extrême gravité pour les peuples :

a) avec la collaboration du « socialiste » Papandréou, ils ont mis la Grèce sous tutelle ; sous couvert d' « aide », les usuriers Strauss-Kahn (FMI), Trichet (BCE), Merkel et Lagarde, tentent d'imposer aux travailleurs grecs un retour au 19^{ème} siècle. Par bonheur, à l'appel de son parti communiste d'avant-garde, le KKE, et des syndicalistes de classe du PAME, le peuple grec donne aux peuples de l'UE le signal du soulèvement démocratique contre la dictature européenne sous le drapeau de l'indépendance nationale et du combat contre le grand capital ;

b) pour sauver à nouveau les spéculateurs et les banques et pour conjurer le naufrage de la « monnaie unique », les dirigeants de l'UE, RFA en tête, ont décidé d'un méga-plan de soutien dont le seul but est de satisfaire les « marchés », c'est-à-dire le grand capital. Le mensonge du « libéralisme économique » éclate : la « construction européenne » vise à étendre au niveau supranational les ravages du capitalisme monopoliste d'État : outre la classe ouvrière, l'ensemble de la société est et serait toujours plus lourdement ponctionnée par le dictatorial État supranational en construction au seul profit du grand capital !

c) bien entendu ces sommes énormes vont de nouveau être prélevées dans la poche des travailleurs, salariés, paysans, artisans, professions intermédiaires : cela signifie plus d'impôts pour les classes populaires et moyennes, mise à mort des services publics et des retraites par répartition, baisse dramatique du pouvoir d'achat des salariés, etc. Les créateurs « français » de l'euro, Mitterrand et Chirac, mais aussi le gouvernement Jospin à participation « communiste » (Buffet et Gayssot ont cautionné pendant cinq ans la mise en place de cette énorme machine de guerre anti-populaire qu'est l'euro !), promettaient la croissance. Aujourd'hui, notre pays en proie à l'euro est en voie de désindustrialisation totale, de crise agricole sans précédent, de casse sociale généralisée ; son existence nationale est menacée à terme par le pouvoir le plus antinational, le plus antidémocratique et le plus antisocial que la France ait connu depuis 70 ans !

d) en effet, les dirigeants de l'UE ont résolu, sans aucun mandat des peuples (la France a refusé la constitution supranationale !) et en outrepassant le Traité de Lisbonne (déjà illégitime !), d'instaurer illégalement un « gouvernement européen » à la botte des institutions technocratico-financières de Bruxelles ; désormais Bruxelles validerait le budget des États membres en amont des débats parlementaires : c'est la mort à brève échéance des États-nations !

e) fidèle toutou de l'UE et du MEDEF, le gouvernement Sarko-Fillon prépare un nouveau super-plan d'austérité visant à démanteler la fonction publique, à déstabiliser les retraites par répartition, à plonger les masses populaires dans la pauvreté et à installer le pays dans la décroissance, conformément au redoutable schéma « déflationniste » des années trente. Comment dans ces conditions, les chefs confédéraux comme Chérèque et Thibault peuvent-ils encore cautionner les pseudo-négociations sur les retraites. On ne négocie pas les régressions, les vrais syndicalistes doivent se démarquer d'urgence des directions ouvertement collaboratrices !

Face à cette escalade anti-populaire, la social-démocratie n'est qu'un bouclier de papier : Strauss-Kahn (FMI), Lamy (OMC), Zapatero (Espagne), Aubry (le PS a voté le plan qui strangule la Grèce), sont aussi acharnés que l'UMP contre la souveraineté des nations et contre les acquis populaires : si bien que le soutien systématique du « Front de gauche » au PS obscurcit gravement la perspective politique. Alors que l'euro révèle sa nature de collier-étrangleur des peuples, le mot d'ordre d' « Europe sociale », porté par la fausse gauche, y compris par son aile « anti-libérale », euro-écologiste, « eurocommuniste » et euro-trotskiste (NPA, LO), devient franchement indécent et social-collaborateur !

Dans ces conditions, le PRCF [1]- -qui a toujours dit la vérité sur la maudite monnaie unique-,

a) appelle ses militants à amplifier la campagne sous les deux drapeaux, rouge et tricolore, pour le « **produire en France** », le **retrait de la France de la zone euro et de l'UE**, pour une nouvelle **République sociale, démocratique et souveraine en marche vers le socialisme** ; plus que jamais le lien entre indépendance nationale et socialisme est fondamental ; c'est sur ce terrain que va se jouer l'affrontement entre l'oligarchie monopoliste et le mouvement populaire ;

b) invite les organisations franchement communistes, membres ou pas du PCF, à **engager une campagne communiste commune : solidarité avec le PC de Grèce ! Rupture avec l'UE sur des bases progressistes et anticapitalistes** ;

c) met en discussion d'**idée d'une « manif des manif »** pour dénoncer l'ensemble de la politique euro-sarkozyste, sans crainte d'affirmer que le régime UMP (11% des inscrits aux régionales !) et l'UE, recalée par le référendum du 29 mai 2005 et par l'abstention massive aux européennes, n'ont aucune légitimité pour casser notre pays ! Prenons des initiatives concrètes et unitaires pour le « tous ensemble », n'en restons pas aux slogans de manif sabotés par les directions confédérales !

d) appelle tous les progressistes à participer au **rassemblement du 29 mai 2010 à l'Opéra-Bastille à Paris à 16 h, à l'appel de l'Arc Républicain de Progrès**. Disons à la fois à bas l'euro-dictature, oui à une alternative politique fondée sur les principes immortels du CNR : indépendance nationale, progrès social, nationalisation des monopoles bancaires et industriels, laïcité, rôle politique central du monde du travail, paix et coopération internationale entre peuples libres, égaux et fraternels.

Georges Gastaud

[1] [Pôle de Renaissance Communiste en France.](#)